

L'assurance française contre les catastrophes naturelles



Fédération
Française
des Sociétés
d'Assurances

Grandes catastrophes en France ces 10 dernières années



1999 : tempêtes Lothar et Martin : 32 morts, 7.5 Milliards d'euros de coût pour les assureurs



2002 : inondations du Gard : 22 morts, 0.57 Milliard d'euros de coût pour les assureurs



2003 : sécheresse et canicule: 5.000 morts, 1.1 Milliard d'euros de coût pour les assureurs



2009 : tempête Klaus : 3 morts, 1,6 milliard d'euros de coût pour les assureurs



2010 : tempête Xynthia : 52 morts, 1,5 milliard d'euros de coût pour les assureurs

Les caractéristiques du marché de l'assurance français

Un marché très concurrentiel :

- ✓ plus de 300 compagnies d'assurance agissant sur le territoire
- ✓ Chiffre d'affaires : 183.3 milliards d'euros dont 45 en assurances de biens et de responsabilités
- ✓ 3^{ème} marché européen

Un marché très encadré :

- ✓ Un code des assurances très développé
- ✓ Près de 100 assurances obligatoires
- ✓ Une dizaine d'extensions de garanties obligatoires

Des partenariats public privé :

- ✓ Catastrophes naturelles
- ✓ Terrorisme
- ✓ Agricole

L'encadrement des assurances contre les catastrophes

Assurance des personnes:

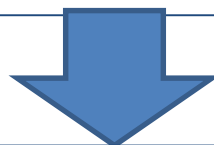
- ✓ Peu encadré
- ✓ Des contrats individuels optionnels (Garantie des Accidents de la Vie)
- ✓ Un fonds d'indemnisation public(FGTI)

Assurance de biens:

- ✓ Principe d'extensions obligatoires dans les contrats de dommages aux biens
- ✓ Notamment : catastrophes naturelles, tempêtes, terrorisme, catastrophes technologiques
- ✓ Deux développements d'assurance récents : assurance agricole contre les aléas climatiques, assurance environnement

Les principes fondateurs de la loi de Juillet 82

- 1) Le risque de catastrophe naturelle est à la frontière de l'assurabilité du fait du risque de cumul qu'il génère
- 2) Un système purement libéral crée une trop forte sélection et laisse les plus vulnérables sans protection
- 3) Un système reposant exclusivement sur la solidarité nationale est généralement inéquitable, coûteux et inefficace



La Loi de Juillet 1982 repose sur :

- L'expertise des assureurs en matière d'indemnisation des sinistres
- La solvabilité « in fine » de l'Etat

Le régime « catastrophes naturelles »

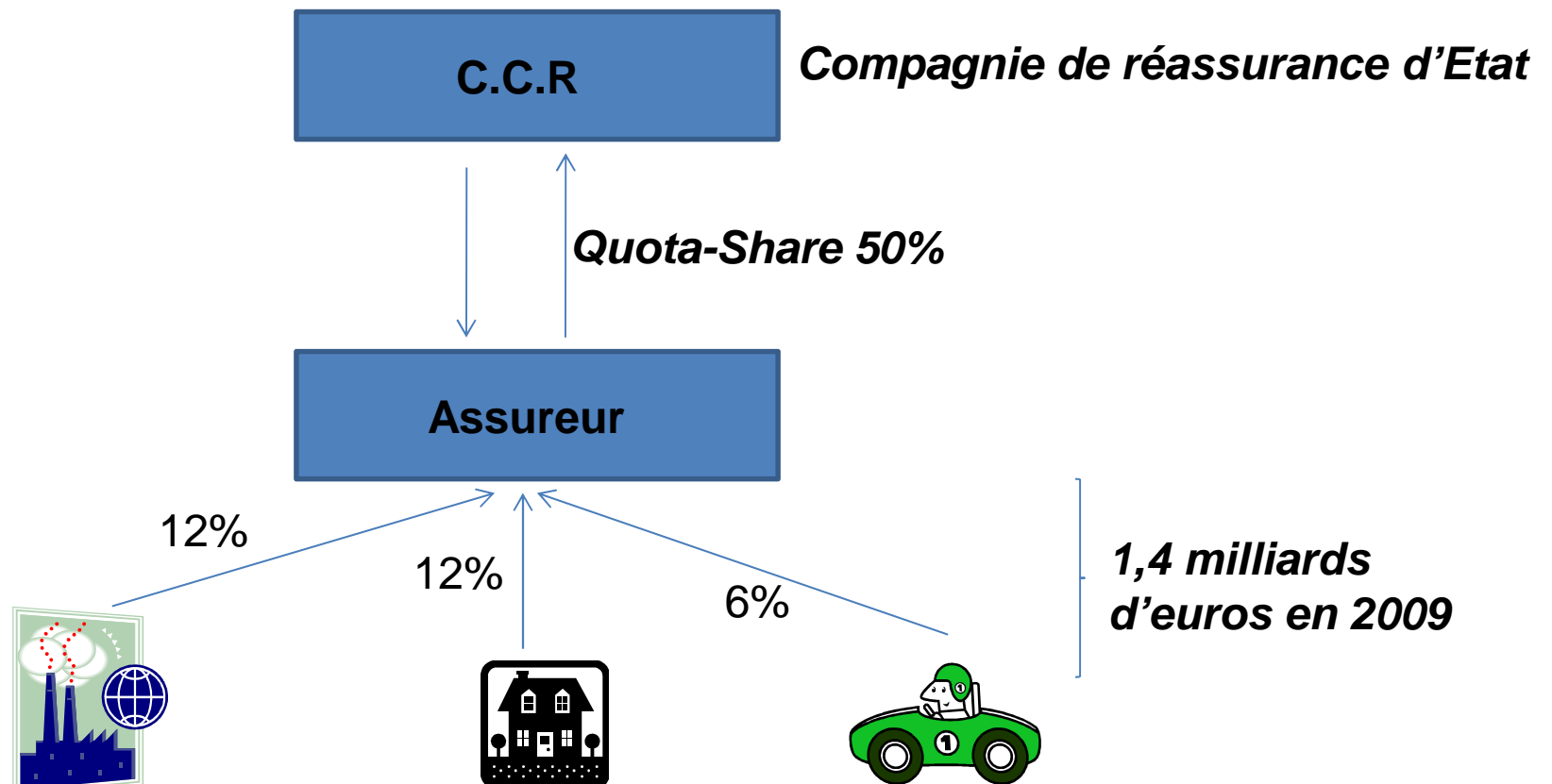


- ✓ Les garanties catastrophes naturelles sont une extension obligatoire à toute garantie dommages d'un contrat
- ✓ C'est une garantie type dont les clauses fixées par la loi sont les mêmes pour tout le monde
- ✓ Son coût est également fixé par décret et il est le même pour tous (principe de solidarité) : 12% de la prime dommages pour les biens, 9% de la prime dommages en assurance auto
- ✓ La garantie ne joue que si un arrêté interministériel déclare une commune ou une zone en état de catastrophe naturelle
- ✓ Elle couvre les dommages aux biens causés par « l'intensité anormale d'un agent naturel » à l'exception du vent (mais comprend les cyclones tropicaux).
- ✓ Elle bénéficie in fine d'une garantie illimitée de l'Etat.



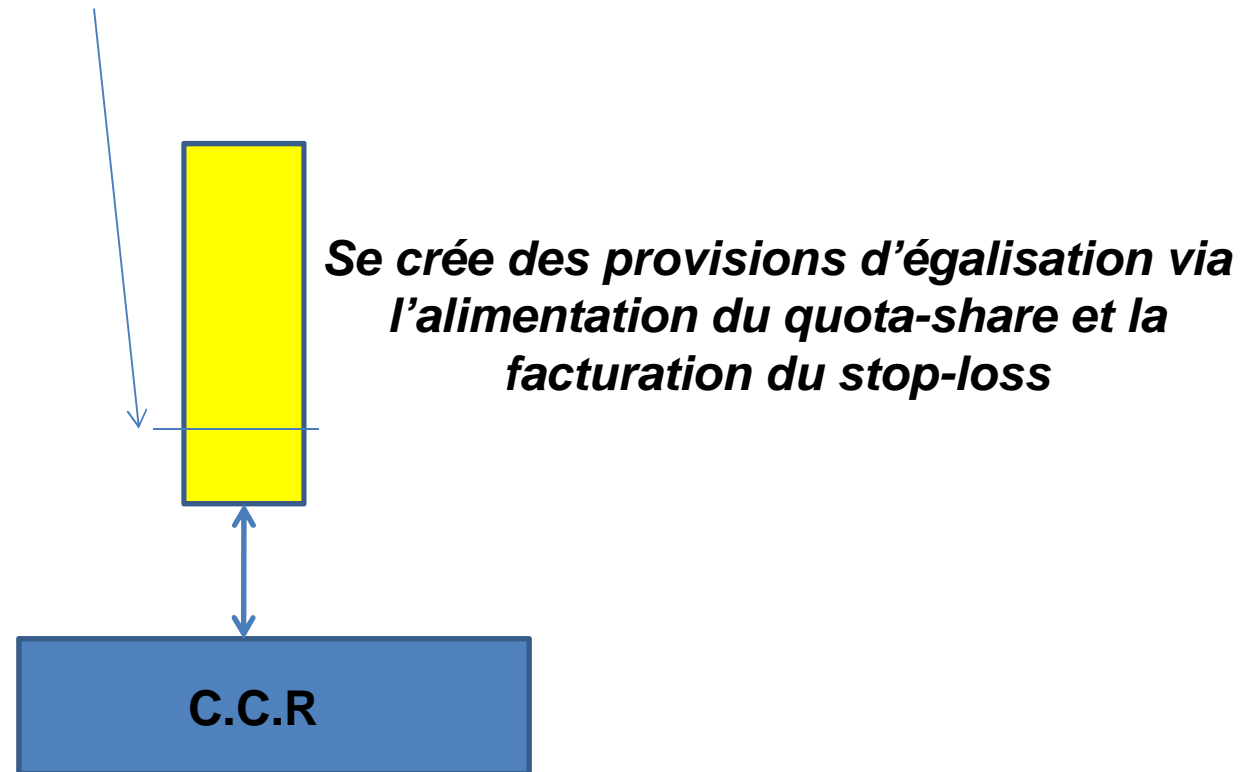
Le régime « catastrophes naturelles » comment ça marche ?

Stop-loss 200% de la rétention avec garantie de l'Etat



La garantie « in fine » de l'Etat

L'état ré-alimente la CCR lorsque les provisions d'égalisation atteignent un seuil d'alerte (50 % de l'encaissement annuel)



Le volet prévention du dispositif

Les franchises :

- Elles sont réglementaires et non rachetables
- 380 € pour les particuliers, 10% avec minimum de 1.140 € pour les professionnels
- 1.520 € pour le risque sécheresse

Depuis le 1^{er} Janvier 2001, modulation des franchises :

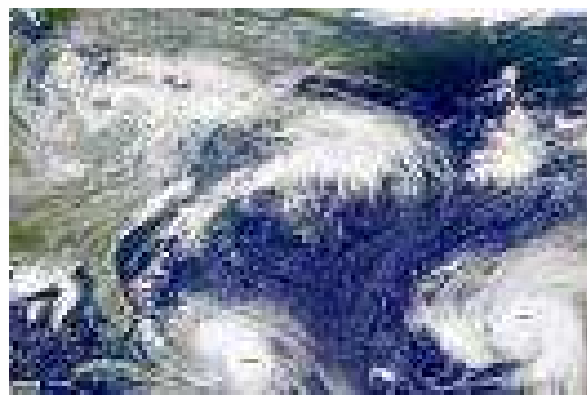
Si la commune où le bien est assurée ne s'est pas dotée d'un **plan de prévention des Risques (PPR)**, alors la franchise est augmentée en fonction du nombre d'arrêtés catastrophes naturelles décrétés pour cette commune :

- Pour 3 arrêtés sans PPR : doublement de la franchise
- Pour 4 arrêtés : franchise triplée
- Pour 5 arrêtés ou plus : franchise quadruplée

L'assurance tempêtes



- ✓ La garantie tempêtes est depuis 1990 une extension obligatoire à toute garantie incendie (elle ne fait pas partie du régime cat nats).
- ✓ Elle couvre tous les dommages aux biens causés par les effets du vent et les effets de mouille consécutifs à une tempête.
- ✓ Son tarif est libre et les conditions de la garantie doivent être équivalentes à celles de la garantie incendie.
- ✓ Elle ne bénéficie pas de la garantie de l'Etat et elle est donc intégralement réassurée sur le marché privé



L'assurance contre les aléas naturels sur les récoltes non engrangées



✓ Jusqu'en 2006, l'assurance privée ne couvrait que les effets de la grêle et de la tempête sur les récoltes non engrangées

✓ Les dommages aux récoltes causés par les autres périls étaient partiellement indemnisés par le Fonds de Calamités Agricoles (alimenté moitié par une contribution obligatoire sur l'assurance dommages agricole, moitié par l'état)

✓ Depuis 2006, les assureurs ont lancé des produits d'assurance climatique couvrant les autres périls (prime subventionnée par l'état).

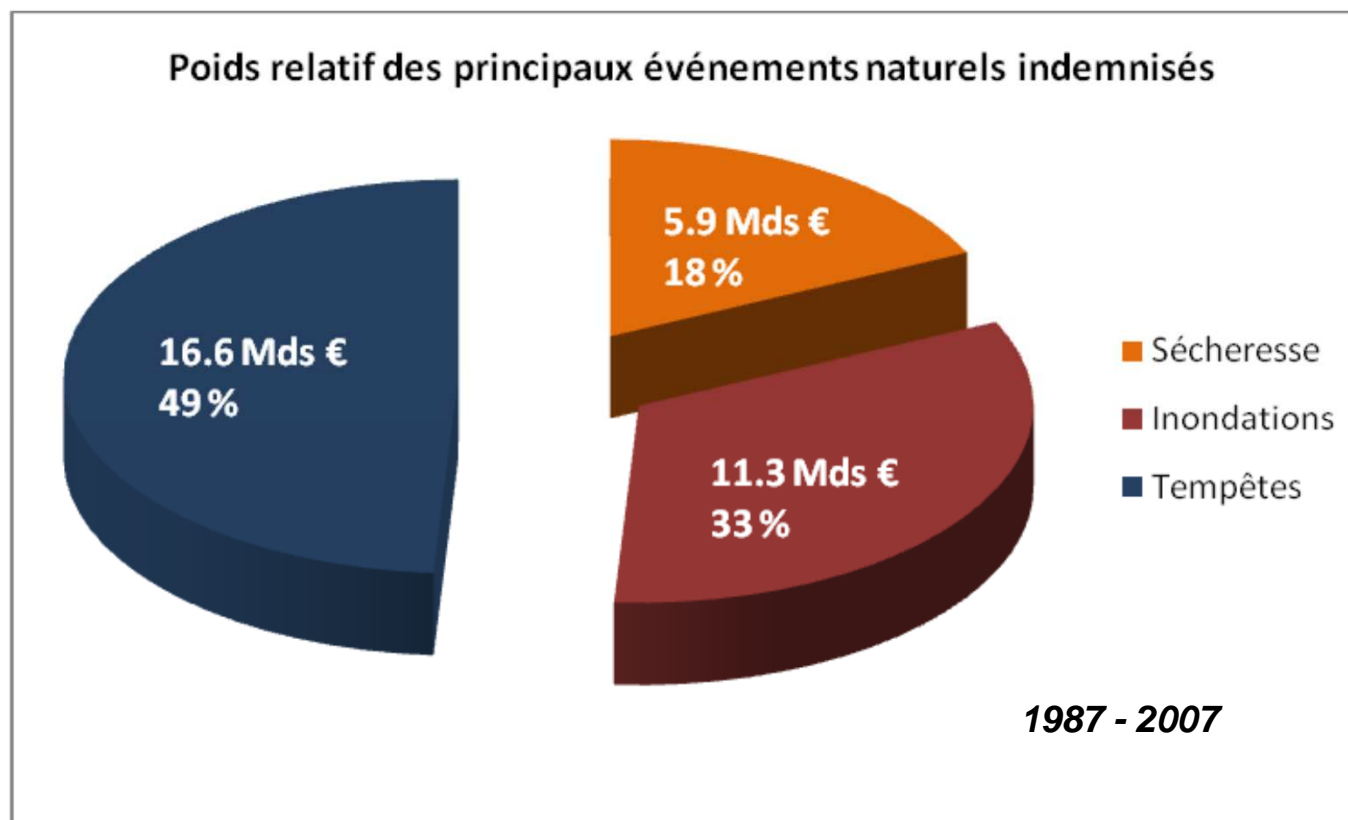


✓ Cohabitent aujourd'hui des exploitations couvertes par le privé et des exploitations couvertes par le Fonds. La Loi de Modernisation agricole en cours de discussion devrait définitivement clarifier le partage.

✓ Pas d'assurance obligatoire



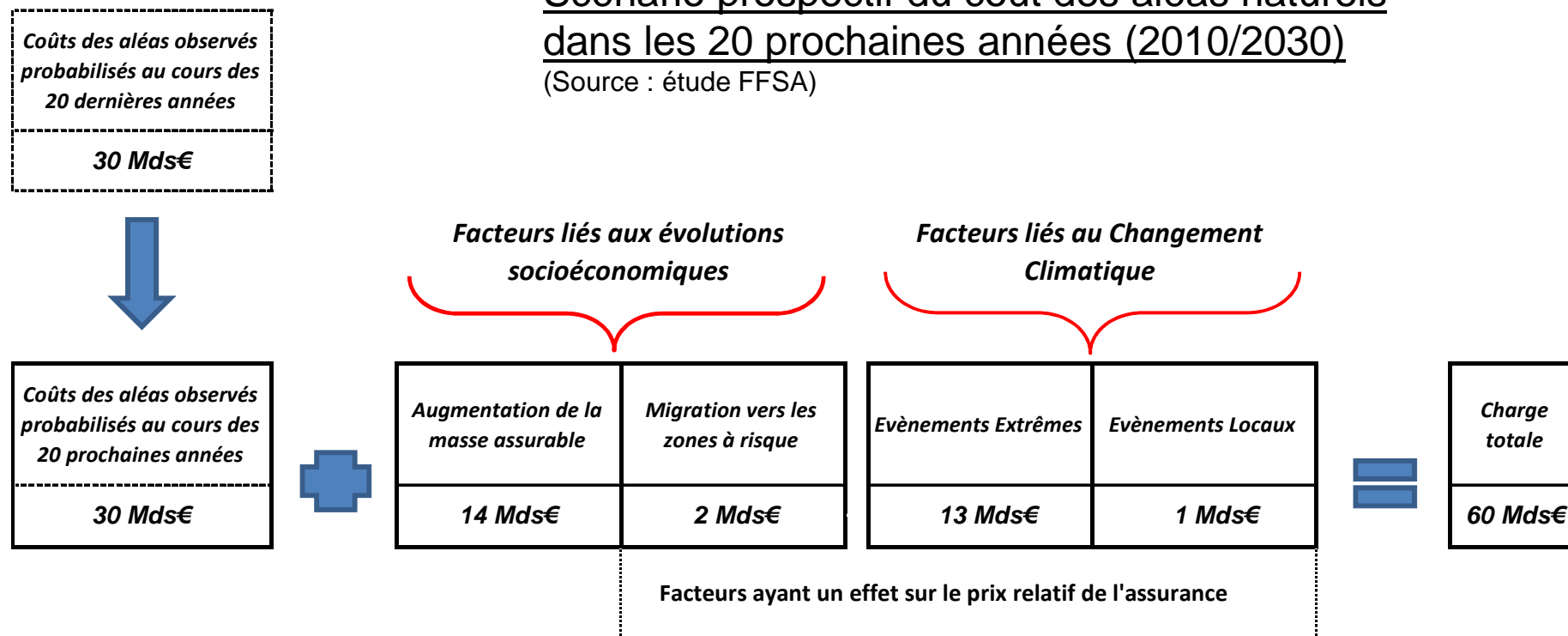
Bilan des assurances contre les aléas naturels



Pérennité du système face au changement climatique

Scénario prospectif du coût des aléas naturels dans les 20 prochaines années (2010/2030)

(Source : étude FFSA)



Position des assureurs sur le régime actuel

- ✓ Les assureurs français estiment que le régime actuel (Catastrophes Naturelles + Tempêtes) est globalement satisfaisant.
- ✓ Quelques modifications sont nécessaires notamment dans le traitement du péril sécheresse.
- ✓ Néanmoins, le système d'obligation d'assurance couplé à la solidarité des tarifs, ne pourra être maintenu que si les politiques de prévention de l'Etat français contre les aléas naturels devient plus active.
- ✓ Le drame récent de Xynthia semble avoir réveillé la conscience et les énergies des pouvoirs publics.